

Projet GENgiBRE

« Rapport à la nature et égalité de genre. Une contribution à la théorie critique à partir des pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil »

Première Caravane agroécologique féministe à la Zona da Mata et Est de Minas



Octobre 2022



Le projet GENgiBRE vise à mettre les savoirs construits dans le cadre de la recherche au service d'actions en faveur de la justice socio-environnementale. Cet objectif passe par la contribution au débat académique, depuis une perspective de science émancipatrice, ainsi que par des rencontres avec la société civile et les pouvoirs publics intéressés.

En 2022, cet objectif se traduit par deux « Expéditions scientifiques » qui mobilisent fortement notre équipe et les agricultrices, sujets de cette recherche, ainsi que de nombreux interlocuteurs locaux.

La première Expédition s'est déroulée du 12 au 16 juillet dans la région de la Zona da Mata et Est de l'état de Minas Gerais. Elle a réuni une cinquantaine d'agricultrices, ainsi que des membres des mouvements sociaux, des représentants politiques, des étudiant.es et l'équipe du projet. La méthodologie de la Caravane, largement adoptée par le mouvement agroécologique, a intégré la perspective féministe. Il s'est agi de la première Caravane agroécologique féministe organisée dans la région. A chaque étape, des débats, des visites auprès des expériences d'agricultrices, des organisations locales, ainsi que d'autres espaces en lien avec notre projet, comme des zones d'extraction minière et des aires protégées, ont été réalisés.



Installation du Collectif de Femmes du Syndicat de Travailleurs de l'Agriculture Familiale de Simonésia pour l'accueil de la Caravane. Photo Vanessa Maciel

La méthode de la Caravane est basée sur la réflexion collective sur les expériences visitées, formant un parcours thématique d'exploration du territoire à partir du regard des femmes. Ce parcours s'est appuyé sur nos matériaux de recherche, comme par exemple les Ethnoperages féministes, qui représentent l'organisation sexuée de l'espace de travail et de vie des agricultrices, et les Rivières de la vie du territoire, qui montrent l'organisation collective des agricultrices au cours du temps, en lien avec les menaces et les mobilisations sur le territoire perçues par elles.

La Caravane a aussi ouvert un espace de construction de nouvelles connaissances, à travers les interactions inédites entre les participants, orientées par trois questions clés : Comment les conflits socio-environnementaux se produisent-ils localement ? Se produisent-ils différemment pour les agricultrices femmes et pourquoi ? Et comment les réponses sont-elles construites ?

Comment les conflits socio-environnementaux se produisent-ils localement ?

Nos visites et débats ont convergé autour des dommages et des conflits causés par l'expansion du modèle extractif agricole et minier dans la région.

Agroindustrie, agrochimiques et transgéniques

La commune de Simonésia, où notre Caravane a fait sa première escale, illustre le cas d'une région dominée par la monoculture du café. Les politiques locales, les financements, les opportunités de travail, tout concourt à l'expansion de cette culture commerciale, fortement consommatrice de produits agrochimiques, y compris certains hautement toxiques. D'autres cultures, comme le maïs transgénique, sont également concernées. Pollution des cours d'eau, épuisement des sols, intoxication des agriculteurs et cancers, sont les effets les plus courants de ce modèle agricole.

« Le cancer est ce que tout le monde connaît ici, à cause des pesticides. Depuis plus de 30 ans, j'emmène des gens en traitement, beaucoup de gens sont morts à cause des pesticides, j'ai perdu un frère, une belle-mère. J'aime avoir une alimentation saine, après tant de maladies ». (Agricultrice de Simonésia).

Le mouvement agroécologique propose une alternative technique, économique et politique à ce modèle. Pourtant, rares sont les propriétés qui ne sont pas affectées par un voisin – souvent même un membre de la famille, voire le conjoint – utilisant ces produits. La même agricultrice nous confie qu'elle va faire un nouveau potager, à un endroit proche de celui où son beau-frère utilise du *round-up* (glyphosate). Elle a prévu de le clôturer et de le couvrir pour tenter d'éviter la contamination. Une autre agricultrice, participant elle aussi au mouvement agroécologique, nous raconte comment son propre mari menace d'appliquer des produits agrochimiques et comment elle l'a, à son tour, menacé :

« Si tu mets du poison, tu me perdras deux fois comme compagne : comme travailleuse et comme épouse ».

Au niveau local, le conflit autour des produits agrochimiques et des semences transgéniques est un conflit intime et souvent larvé, qui traverse les communautés et les familles.

Extraction minière

L'extraction de minerais, notamment la bauxite pour la production d'aluminium, s'intensifie actuellement dans la Zona da Mata et l'Est de Minas Gerais, facilitée par la flexibilisation de la législation environnementale au niveau de l'Etat et au niveau fédéral. Cette intensification signifie le renforcement de la présence de représentants d'entreprises

minières ou leur apparition dans de nombreuses communautés rurales de la région. Les agricultrices nous racontent comment ces représentants « apparaissent » dans leurs communautés, démarquent des terres contenant des minerais et offrent des contrats de bail directement aux agriculteurs. L'une d'elles montre les piquets posés sur son terrain aux fins de la prospection minière, à laquelle elle est opposée.

Dans le cas de la bauxite, les représentants des entreprises promettent que les terres seront rénovées à l'identique après la période d'extraction. Cependant, lorsque, au cours de la Caravane, nous avons visité des zones prétendument récupérées dans une municipalité voisine, Rosário da Limeira, la dégradation environnementale après l'extraction était évidente : érosion, coulées de boue lors des épisodes de pluie, absence de matière organique, maigre végétation. La bauxite est une roche dont la fonction écologique est de filtrer l'eau de pluie en direction des nappes phréatiques. Sans elle, et sans couche d'humus, pas d'agriculture.



Terrain agricole présenté par une entreprise minière comme étant rénové après l'extraction de bauxite.
Photo Isabelle Hillenkamp

Lors de notre visite à Rosário da Limeira, où l'exploitation minière a lieu à grande échelle, l'impact de ces activités est sensible. Bruit incessant des machines, camions passant à grande vitesse sur la piste de terre, épaisse poussière recouvrant la végétation et l'empêchant de pousser, panneaux annonçant l'entrée et la sortie de véhicules lourds et indiquant les routes de fuite et les points de rencontre en cas de rupture du barrage de rejets miniers.

L'extraction minière est aussi une industrie fortement consommatrice d'énergie. Ainsi, à Simonésia ainsi qu'à Divino, où nous avons aussi fait escale, l'avancée du secteur minier se fait sentir à travers celui de l'énergie. Une agricultrice partage avec nous son désespoir face aux mesures d'expropriation pour la construction de lignes de haute tension dont son terrain fait l'objet. D'autres nous parlent de nouvelles centrales hydroélectriques qui dévient l'eau nécessaire à leurs cultures.

En dépit de ces dangers, l'argent proposé par les entreprises minières peut être attirer des agriculteurs affaiblis financièrement, notamment après la crise du Covid-19. Ces

entreprises offrent aussi des revenus : à travers d'emplois comme camionneurs dans les régions déjà exploitées, mais aussi, selon de nombreux habitants, des « salaires » pour « parler bien de l'entreprise » et convaincre des propriétaires de louer leurs terres.

La puissance du « récit » de ces entreprises sur ces opportunités présumées, combinée à l'opacité dans laquelle plusieurs d'entre elles opèrent et à la peur qui s'installe dans les territoires, ont traversé nos débats. Pour un militant de la Commission régionale de lutte contre l'exploitation minière, qui nous a guidé durant cette étape :

« Ce n'est pas seulement une question d'information. Personne ne veut être trompé. Mais le récit de l'exploitation minière est très fort. ».

Cependant, l'information est, selon nos interlocutrices, souvent occultée par les entreprises :

« Ils sont même entrés (sur des terres appartenant à des familles d'agriculteurs) et ont marqué certaines zones (pour la prospection minière) sans autorisation » (Agricultrice).

Une autre agricultrice explique comment l'entreprise a tenté de faire passer un contrat d'exploitation minière pour un simple contrat de prospection. Une troisième parle d'une mystérieuse carte déployée devant elle pour justifier la signature d'un document d'abord incompréhensible pour elle et son mari, et qui s'est avérée être une indemnisation pour expropriation.

Comme les conflits autour du modèle agricole, ceux autour de l'activité minière divisent les communautés et les familles. Ils sont entourés de peurs et de silences engendrés par un rapport de pouvoir particulièrement inégal.



Panneau indiquant la route de fuite en cas de rupture d'un barrage minier. Photo Vanessa Maciel

Aires protégées

Le développement de la politique de compensation environnementale et l'apparition, en 2022, d'une réglementation fédérale autorisant l'investissement privé dans les aires protégées, permettent aux entreprises minières d'exercer un nouveau pouvoir. Les obligations de compensation environnementales auxquelles sont soumises les entreprises minières pour les dégradations dont elles sont responsables sont en effet souvent déployées dans les aires protégées. Pour cette raison, notre Caravane a demandé à être reçue par le gestionnaire du Parc d'Etat de la Serra do Brigadeiro, sur la commune

d'Araponga. Nous y avons appris que l'entreprise Samarco, condamnée pour la rupture du barrage du Fundão à Mariana en 2015, a racheté des terres du Parc, qui ont ensuite été données à l'Etat. L'argent a été utilisé pour indemniser le propriétaire d'une fazenda, qui avait été exproprié lors de la création du Parc en 1996, mais n'avait pas encore été indemnisé. La non-régularisation foncière est une situation courante dans les unités de conservation et les habitants des communautés rurales, qui attendent également d'être indemnisés depuis de nombreuses années, ont interrogé le fait qu'ils n'ont toujours pas été pris en compte.

« Le Parc est-il du côté de la communauté ou de l'exploitation minière ? »

Cette question posée par une agricultrice au gestionnaire du Parc résume le malaise suscité par le nouveau pouvoir des entreprises minières à l'intérieur du Parc. Cette inquiétude est aggravée par la possibilité d'une révision du Plan de gestion du Parc et par l'action éventuelle des sociétés minières en faveur d'une exploitation présentée comme « durable » de la bauxite dans les zones protégées.



« Pas d'extraction minière ici ! ». Panneau pour un « territoire libre l'extraction minière » dans la Serra do Brigadeiro. Photo Michele Sotero

Un agriculteur d'Araponga et leader du mouvement de résurgence indigène *Puri*, qui participe à la discussion, rappelle l'importance de la participation des habitants de la région à la construction du Parc depuis les années 1990 : celle-ci « a été complexe et a demandé beaucoup de lutte » afin qu'elle respecte leurs modes de vie. Cet équilibre est aujourd'hui remis en cause, ce qui risque d'alimenter de nouveaux conflits.

Les conflits socio-environnementaux se produisent-ils différemment pour les agricultrices femmes et pourquoi ?

« Les femmes ont fait des dépressions. [...] Les hommes ont signé les contrats, les femmes savaient qu'elles allaient perdre leurs parcelles » (agricultrice de Simonésia).

« Ils parlent beaucoup aux hommes, en disant 'tu vas travailler comme camionneur, tu vas gagner de l'argent, ce sera bien'. Mais ensuite, c'est une

réalité totalement différente » (militante de la Commission régionale de lutte contre l'exploitation minière de Serra do Brigadeiro).

Les représentants des entreprises minières ont pour stratégie de s'adresser aux hommes agriculteurs en promettant des opportunités de revenus. Tout au long de la Caravane, les femmes agricultrices témoignent de la manière dont ces représentants abordent leur mari quand elles ne sont pas à la maison, en leur disant qu'ils vont « les aider » et « leur trouver du travail ». L'une d'elle relate comment un représentant est arrivé dans une voiture de luxe avec une télévision, invitant son mari à monter et lui offrant cigarettes et alcool pour discuter de la signature du contrat.



Machine extrayant la bauxite dans la propriété d'agriculteurs familiaux. Photo Isabelle Hillenkamp

Les projets miniers se présentent différemment pour les hommes et les femmes dans l'agriculture familiale. Ils ont une « logique de genre » qui consiste à valoriser le rôle socialement assigné aux hommes de génération de revenus, en s'appuyant sur des signes extérieurs de richesse qui sont aussi des symboles de cette masculinité « hégémonique » - par exemple une voiture de luxe, des cigarettes et de l'alcool. Bien sûr, la relation entre ces représentants et les agriculteurs est elle-même très inégale : c'est un rapport de classe, dont le but pour l'entreprise est de séduire les agriculteurs afin d'obtenir les terres convoitées. Il s'agit là d'une stratégie de cooptation.

En même temps que des revenus sont offerts aux hommes, le travail des femmes est, du moins implicitement, dévalorisé. Les stratégies des entreprises minières alimentent aussi la peur, omniprésente dans le récit des femmes.

« Le visage de cet homme [représentant de la société], représentait la menace et la destruction ».

« Ils extraient déjà nos rêves, notre tranquillité. J'ai froid dans le dos chaque fois qu'un camion passe, qu'un drone survole notre maison. »

Comme résultat de cette logique de genre, les femmes se positionnent en rejetant l'argent des entreprises minières et en réaffirmant la valeur de leur agriculture.

« L'agriculture est notre or ici. L'argent de l'exploitation minière semble être une somme importante, mais il ne permet pas d'acheter quoi que ce soit. Avec cet argent, je ne serai pas heureuse, car il provient de la destruction de la nature, de la mort de personnes, de la nature, de l'eau, d'un monde qui est la création de Dieu, dont nous devons prendre soin. La richesse dont nous avons besoin est ici » (agricultrice, Divino).

La logique de genre est la même en relation aux produits agrochimiques et aux semences transgéniques : des agricultrices s'opposent à des hommes de leur propre famille qui utilisent ces produits, liés à la culture commerciale du café et du maïs dans la région. Dans l'enquête du projet GENgiBRe, nous avons observé comment les représentants commerciaux du secteur agroindustriel s'adressent en priorité aux hommes, présentant leurs produits comme un moyen d'augmenter les rendements et les revenus. Ces produits sont parfois mis en scène à l'aide de *data shows* et de présentations Powerpoint, destinés à séduire les agriculteurs en les associant à des techniques présumées modernes et efficaces. Ces mises en scène se servent de la représentation dominante de ce qu'est être « un homme », pourvoyeur de revenus et intégré dans la société moderne. Elles occultent les problèmes qui nous sont relatés ensuite : que les revenus sont bas et incertains, que l'environnement est dégradé, au point que des personnes meurent de maladies, et que les femmes sont infériorisées et violentées.

Comment sont construites les réponses ?

« (...) Dans ma communauté,
 Je ne veux pas de blé transgénique
 Je veux de la farine de maïs, de manioc
 Je veux une explosion de culture
 Avec Farinhada
 Ami de notre marche
 Je ne veux pas de miettes de pain
 Remplies de vide
 Je veux João
 Qui apporte la clé de la libération
 Qui vient enseigner
 Comment casser
 Les murs de l'oppression
 Et de l'exploitation (...) »
 Extrait de la poésie d'une agricultrice de Divino et de sa nièce de 8 ans,
 à l'occasion de la Caravane.

Agroécologie

Notre Caravane a fait escale dans les propriétés de quatre agricultrices engagées dans le mouvement agroécologique à Simonésia et à Divino. Les agricultrices, certaines seules, d'autres accompagnées de leur mari, nous font visiter les espaces qu'elles et ils cultivent : jardins contenant une immense variété de plantes potagères, de fruits, de plantes médicinales, de légumes verts, ainsi que de petits élevages d'animaux ; pépinières ; serres ; café planté en consortium ou en système agroforestier.

Toutes insistent sur l'importance d'une production diversifiée, qui ne peut se limiter au café. Par exemple, l'une d'elle nous explique qu'elle réintroduit la culture de l'igname,

des haricots verts, du manioc avec lequel elle fait de la farine et de la canne à sucre avec laquelle elle produit de la mélasse. Elle nous dit aussi à quel point le travail dans cet espace est important pour elle qui souffre de problèmes cardiaques :

« Je me sens heureuse près de la nature, je suis heureuse dans mon potager ».



Visite dans le jardin d'une agricultrice (Simonésia). Photo : archive GENgiBRE

Une autre agriculture raconte :

« Quand je me suis mariée, j'ai dit à [mon compagnon] que je ne voulais pas qu'il plante du café partout, je voulais des courges, des haricots, de tout. Je ne pouvais pas comprendre... on a une grande propriété, et il y a des choses qu'on n'a pas. Heureusement, mon compagnon était d'accord. »

Aujourd'hui, elle et son mari plantent le café avec un grand espacement et cultivent d'autres plantes entre les rangs de café. Notre interlocutrice ajoute que les techniciens de l'entreprise d'assistance publique EMATER lui ont affirmé que ce type de culture ne serait pas correct - et elle les critique à son tour :

« Il y a une idée d'homme au milieu de tout cela, qui dit qu'on ne peut rien planter au milieu du café ».

Notre visite est aussi l'occasion de parler des difficultés. Un jeune couple, qui a suivi la licence en agroécologie de l'École latino-américaine d'agroécologie, puis a acheté un terrain d'un ancien pâturage à Divino, nous raconte leur travail intense depuis presque 10 ans pour reconstruire le sol dégradé. Le principal symptôme de cette dégradation est la présence de fourmis, qui dévorent les arbres fruitiers faute d'autres aliments disponibles. L'agricultrice nous explique que les fourmis n'ont pas encore diminué en nombre, mais en taille, illustrant la colonisation du système par d'autres espèces au fur et à mesure de sa restauration.

C'est au niveau de ces propriétés que les réponses les plus concrètes aux conflits environnementaux sont construites, dans des jardins, des champs ou des systèmes

agroforestiers où la biodiversité est reconstituée et où une grande part de la production est destinée à la consommation, au troc et aux ventes locales. Ces réponses consistent en des pratiques de *care* socio-environnemental : soin de l'environnement et en même temps des personnes qui consomment ces produits. C'est aussi dans ces propriétés que l'on trouve certains hommes qui commencent (ou finissent par !) penser et agir autrement. En d'autres termes, des hommes qui résistent au modèle de masculinité que les entreprises agroindustrielles et minières tentent de leur imposer.

Ces propriétés ont valeur d'exemple dans les communautés. Quand bien même beaucoup d'autres familles ne participent pas aux résistances, ces propriétés démontrent qu'il est possible de vivre dignement d'une agriculture de type agroécologique :

« Parce que nous en parlons publiquement, et que les gens voient que nous prenons soin [de la nature], c'est une arme dans notre lutte contre l'exploitation minière ». (Agricultrice, Simonésia).

Valorisation économique

Ces réponses supposent une autre économie que celle du café dans les circuits commerciaux conventionnels de la région. Le commerce équitable de café biologique constitue une première alternative, mais qui entraîne un contrôle étroit de la production par les organismes de certification. Le jeune couple de Divino qui nous accueilli nous raconte son engagement dans une coopérative régionale de commerce équitable, sans cacher une certaine perte d'autonomie sur leur propriété. Ils disent, en plaisantant, que si nous leur offrons une plante non certifiée, ils ne sauront pas où la planter...



« Café féminin. Un saut de reconnaissance, valorisation et protagonisme des femmes à la campagne ». Photo Isabelle Hillenkamp

Les agricultrices pointent aussi les revenus générés par les cultures autres que le café, et qui sont sous leur responsabilité :

« La plus grande culture que nous avons est le café, mais si nous qui sommes de petits producteurs pensons vivre du café, nous ne survivrons pas. L'argent du café est l'argent du rêve que nous voulons réaliser, parce que c'est une grosse somme d'argent, mais elle arrive d'un seul coup. »

« Ce qui nous fait vraiment vivre, c'est le PAA et le PNAE, et [les ventes sur] les marchés, pas le café. »

Les revenus des femmes sont perçus tout au long de l'année et couvrent les dépenses quotidiennes de leur famille. Elles vendent à des programmes d'achat public, comme le Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) et le Programme Nationale d'Alimentation Scolaire (PNAE), sur des marchés de plein air et dans les circuits du mouvement agroécologique. Ce sont ces marchés socialement construits, où le prix est soit établi par l'Etat, soit proposé par les agricultrices et agriculteurs et discutés dans le mouvement agroécologique, qui valorisent cette production et permettent qu'elle soit viable.

Au-delà des revenus, nous percevons l'importance des échanges non monétaires. Deux agricultrices visitées sont gardiennes de semences. Elles nous expliquent comment elles conservent, dans des bouteilles en plastique, et surtout replantent chaque année des semences d'un grand nombre de variétés différentes. Ce sont ces semences qui circulent entre les familles du mouvement agroécologique, sous forme de dons qui alimentent un circuit de réciprocité généralisée où entrent de nombreux produits.

La valorisation de la production agroécologique diversifiée s'appuie sur une économie plurielle, c'est à dire marchande et non marchande, monétaire et non monétaire. Les femmes y sont particulièrement actives en raison du rôle social qui leur est assigné – précisément, le *care*, qui ne peut se réduire aux relations marchandes.



Visite de la serre et des semis d'une agricultrice (Simonésia). Photo Vanessa Maciel

Organisation et éducation

Les agricultrices qui nous ont reçues à Simonésia, Divino puis Acaiaca appartiennent à des collectifs de femmes. Celles qui sont venues de Barra do Turvo, Itaoca et Peruíbe dans le Vale do Ribeira aussi. Tout au long de la Caravane, il est clair que les transformations productives, commerciales et des rapports entre hommes et femmes dans les propriétés et le mouvement agroécologiques sont directement liés à ces espaces d'organisation des femmes.

Le cercle de discussion avec huit membres du Collectif de femmes du Syndicat des travailleurs de l'agriculture familiale (SINTRAF) de Simonésia, organisé pendant la Caravane, est revenu sur leur trajectoire d'organisation. La participation aux instances du SINTRAF, la formation politique, le renforcement des capacités économiques, l'exécution de projets et de politiques publiques (ou leur détournement en fonction des objectifs des femmes !) et la participation aux mouvements sociaux, sont les éléments marquants d'une trajectoire de plus de vingt ans des femmes du Collectif. Le partenariat avec des organisations comme le Centre de Technologies Alternatives de la Zona da Mata (CTA-ZM) et le Réseau d'Echange de Technologies Alternatives (REDE), a joué un rôle clé à plusieurs étapes de ce parcours. La Rivière de la Vie du Territoire, produit par les femmes dans le cadre de la recherche GENgiBRe, a servi à illustrer ce parcours.



Détail de la Rivière de la Vie du Territoire du Collectif de Femmes de Simonésia. Photo Vanessa Maciel

Les témoignages et le parcours de notre Caravane, qui a été reçue par diverses organisations locales, ont mis en évidence le rôle de multiples autres instances : groupes de réflexion et Pastorale Ecologique de l'Eglise catholique, qui mettent les questions environnementale et sociale en débat dans les communautés ; Ecoles Famille Agricole « Margarida Alves » à Simonésia et « Paulo Freire » à Acaiaca, qui proposent une formation technique et politique aux jeunes ; SINTRAF de Simonésia et Acaiaca, Syndicat de travailleurs ruraux (STR) de Muriaé et d'Araponga et autres organisations du mouvement agroécologique, qui soutiennent les initiatives locales au plan économique et politique ; Commission régionale de lutte contre l'extraction minière dans la Serra do

Brigadeiro et ses organisations membres, qui informent et organisent les habitants des communautés rurales.



Cercle de discussion durant la Caravane (Divino). Photo Vanessa Maciel

Toutes ces instances construisent des réponses face aux conflits causés par le modèle néo-extractiviste sur le territoire. Ces réponses sont largement basées sur l'agroécologie en tant que technique agricole et que mouvement social. Elles reconfigurent les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes. La première Caravane agroécologique féministe, sans occulter les difficultés présentes, a mis en valeur les multiples niveaux où ces réponses sont construites et le rôle des femmes dans ces constructions. La seconde Caravane, prévue au mois de novembre 2022, reliera plusieurs communes du Vale do Ribeira, dans l'Etat de São Paulo.

Rédaction : Isabelle Hillenkamp. Ce *post* s'appuie sur les registres détaillés des étapes de la Caravane établis par Clara Ferrari, Héloïse Prévost, Isabela Fredes, Natália Lobo, Nayara de Castro, Paula Gonçalves, Roberta Cardoso, Sarah Luiza Moreira et Isabelle Hillenkamp.